Gabon : La fin de la dynastie Bongo ?

par Alain Tirefort *

***Après le putsch à Libreville,* AFP.**

Les coups d'État se succèdent en Afrique francophone. En trois ans, l'armée a pris le pouvoir au Mali, au Tchad, en Guinée, au Burkina Faso et au Niger où cependant le président Mohamed Bazoum, soutenu par la Cédéao[1], refuse de démissionner.

Une nouvelle tentative vient d'avoir lieu au Gabon. En effet, le mercredi 30 août 2023, une douzaine de militaires dirigés par le général Brice Oligui Neguema a annoncé l'annulation des élections donnant vainqueur le président Ali Bongo. Élu pour la troisième fois avec 64,27% des suffrages exprimés, au pouvoir depuis quatorze ans, il a succédé en 2009 à son père Omar, qui « régnait » sur le Gabon depuis 1967. En plus d'un demi-siècle, la « dynastie Bongo » a marqué de son empreinte ce pays d'Afrique centrale. Peut-on considérer ce coup d'État comme un coup d'arrêt pour cette dernière ?

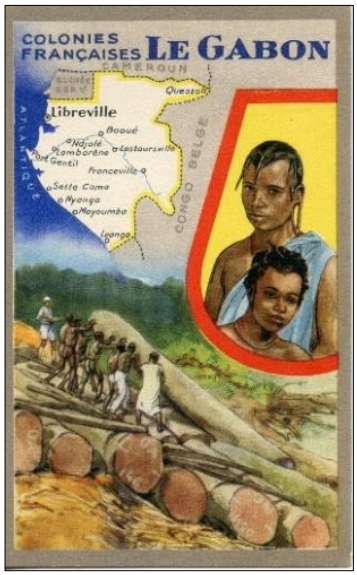


***Image Produits du Lion Noir Paris-Montrouge* (vers 1920)**

D'abord dirigé par Léon Mba, qui souhaitait que son pays devienne un département français d'outre-mer, le Gabon accède à l'indépendance en 1960, comme la plupart des colonies françaises d'Afrique.

À sa mort, en novembre 1967, Albert-Bernard Bongo[2], tout récemment élu vice-président, lui succède. Contrôlant son pays avec fermeté, il impose ses vues dans un « petit livre vert » qui devient le bréviaire des Gabonais, réduit au silence tout opposant, et triomphe (avec plus de 99% des voix) lors des échéances électorales de 1973, 1979 et 1986. Il profite des richesses de ce territoire, du bois, du manganèse[3] et du pétrole. Dans un contexte de fin de guerre froide, son pouvoir usé et corrompu doit faire face aux aspirations démocratiques de ses concitoyens ; même si des affaires judiciaires entachent durablement son image - affaire Smalto, affaire Elf, affaire des "biens mal acquis" -, il réussit cependant à se maintenir au pouvoir et à placer sa famille, notamment sa fille Pascaline, à des postes clefs.

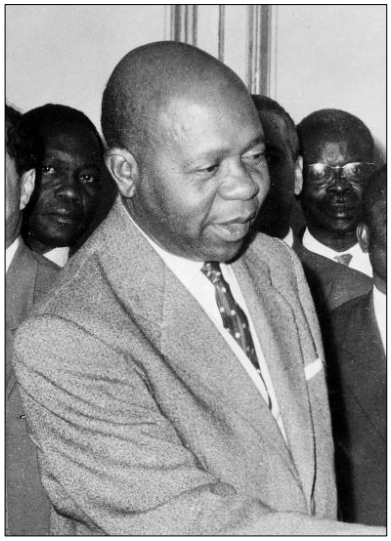
---

* alain.tirefort@wanadoo.fr

[1] Cédéao = Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest, organisation intercontinentale destinée à coordonner les actions de ces pays, créée le 28 mai 1975, dont le pouvoir est étendu depuis 1990 au maintien de la stabilité régionale.

[2] D'abord animiste puis catholique depuis 1968, il change de nom par opportunisme (après une visite au colonel Khadafi) suite à sa conversion à l'islam en 1973, devenant **Omar** Bongo Ondimba, en ajoutant à son nom le patronyme de son père.

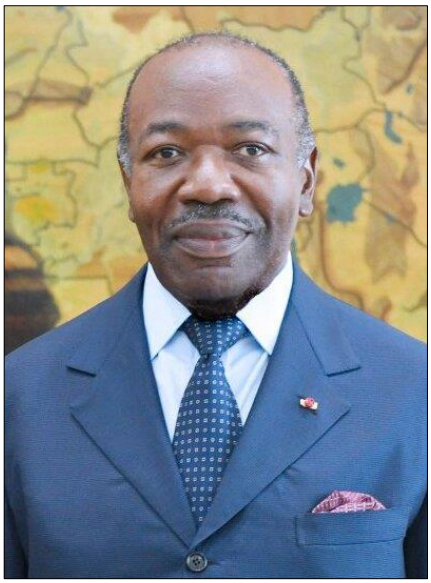
[3] Après le coup d'État, la réaction des principaux acteurs économiques n'a guère tardé ; l'une des deux principales entreprises françaises installées au Gabon, le géant des mines et de la métallurgie Eramet, a annoncé la suspension de ses activités.



Léon Mba en 1960

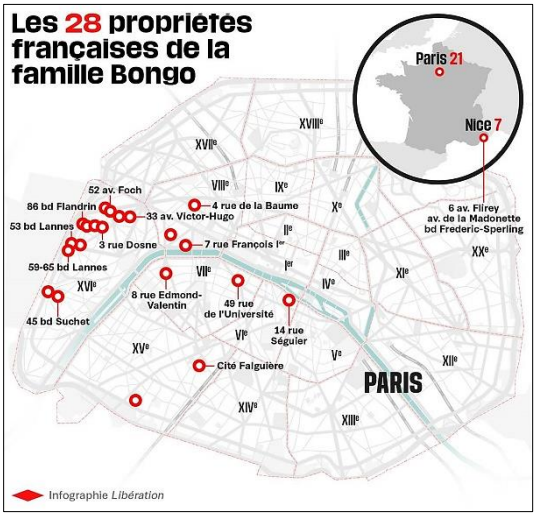
Léon Mba avec Albert-Bernard (Omar) Bongo

Alain-Bernard Bongo (devenu Ali en 1973 lorsque son père se convertit à l'islam), son fils aîné, préparé à la succession de son père, ministre des Affaires étrangères de 1989 à 1991, puis de la Défense de 1999 à 2009, le remplace à sa mort en juin 2009 et jusqu'à ce jour malgré des élections systématiquement contestées, entachées d'irrégularités.



Ali Bongo Ondimba en 2022
Photo courtesy of U.S. Embassy Libreville/ Public Domain.

Ce 30 août 2023, est-ce un coup d'arrêt à la dynastie des Bongo au pouvoir depuis 55 ans ? Les manifestations de joie à Libreville ainsi que dans d'autres villes peuvent se comprendre par la jeunesse d'une population gabonaise en manque de perspectives d'avenir, par sa pauvreté et son taux de chômage. Différent du coup d'État du Niger, ce coup d'État n'est-il qu'une « révolution de palais » conduite par Pascaline Bongo, comme l'affirme Albert Ondo Ossa, candidat de l'opposition ? Il n'y a pas de trace, comme au Sahel, d'un sentiment anti-français, mais bien des lieux reflètent le fruit de l'argent de la corruption menée au Gabon par les compagnies pétrolières dont Elf-Total ![4]



Carte des luxueuses adresses « mal acquises » du clan Bongo à Paris
Laurent Léger, *Libération* du 30 août 2023.

[4] Elf Aquitaine résulte de la volonté politique du général de Gaulle (assurer la « grandeur » de la France en Afrique) en maintenant un accès français à cette ressource stratégique qu'est le pétrole. L'affaire Elf qui éclate en 1994 (la juge d'instruction Eva Joly a instruit le dossier de cette nouvelle forme de colonialisme) est une suite de démêlés politico-judiciaires. 37 cadres ont été traduits en justice, la plupart déclarés coupables « d'abus de biens sociaux, d`abus de pouvoir et d'usage de faux documents ».